

# LECO

## de la semaine

01 au 07 Novembre 2025



# SOMMAIRE

|                                                                                                                                                           |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Projet de loi de finances 2026 – Les purées et bouillies infantiles importées frappées de droits douanes et de TVA, le lait infantile reste exonéré ..... | 2  |
| Tourisme – L'ONTM dégage sa charte de neutralité dans la promotion de la destination Madagascar.....                                                      | 2  |
| Budget – Une revalorisation générale des salaires et une augmentation d'indemnités pour les agents publics annoncées dans le PLFI 2026 .....              | 3  |
| Énergie - Avaradrano se dote de 2,8 mégawatts .....                                                                                                       | 3  |
| Carburants - De légères baisses des prix pour novembre .....                                                                                              | 4  |
| Relance économique : la contribution du secteur privé fortement sollicitée.....                                                                           | 4  |
| Partenariat avec APG : Madagascar Airlines renforce son expansion internationale .....                                                                    | 5  |
| Panne sur MVola : « Strictement d'ordre technique », précise l'entreprise .....                                                                           | 5  |
| Budget 2026 - L'énergie privilégiée, le tourisme relégué au second plan .....                                                                             | 5  |
| Tourisme de croisière : l'Island Sky et le SH Diana ont jeté l'ancre à Mahajanga .....                                                                    | 6  |
| Production de sucre : prévision en hausse pour 2025 .....                                                                                                 | 6  |
| Répartition budgétaire : une hausse générale des budgets d'Etat pour 2026.....                                                                            | 7  |
| Pièce comptable – Obligation de conservation de facture pendant 10 ans pour les entreprises sous peine de sanction .....                                  | 7  |
| Transparence financière - Le ministère de l'Économie et des Finances audité en premier .....                                                              | 8  |
| Commerce et consommation : la ministre ouverte à la collaboration .....                                                                                   | 8  |
| Tao anatin'ny telo taona : 734 tapitrisa Ar ny fatiantoky ny Jirama.....                                                                                  | 9  |
| Perspectives de croissance : redressement attendu du secteur secondaire .....                                                                             | 9  |
| Shutdown aux états-unis - Le secteur du textile retient son souffle .....                                                                                 | 10 |
| Balance des échanges - Le déficit continue de se creuser .....                                                                                            | 10 |
| Crise : Perte de confiance des agents économiques, le taux directeur de la Banque centrale, maintenu à 12 %.....                                          | 11 |
| « On est passé de la fast-fashion au fast-crime » : scandalisés par Shein, les députés soutiennent le gouvernement face au géant de l'e-commerce .....    | 12 |
| Textile : Transformer le choc en stratégie pour développer le secteur .....                                                                               | 12 |
| Filière crabe : Le ministre Chan Kit Wayne Jaco engage les assainissements .....                                                                          | 13 |
| Vanille et girofle : baisse significative des exportations .....                                                                                          | 14 |
| Gestion automatisée des défaillances : la Jirama investit dans le Scada .....                                                                             | 14 |
| Télécommunications – La Sénégalaise Aminata Ndiaye Niang nommée directrice générale de Orange Madagascar .....                                            | 15 |

# Projet de loi de finances 2026 – Les purées et bouillies infantiles importées frappées de droits douanes et de TVA, le lait infantile reste exonéré

01 NOVEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 2 Novembre, 17h15 – Non. Le lait infantile importé ne sera pas frappé de droit de douane et de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'importation en 2026.



Cette préparation pour l'alimentation des nourrissons et des enfants de bas âge devrait rester exemptée de taxes douanières en 2026. La sous-position 1901.10.13 qui correspond au « lait diététique pour l'alimentation des enfants conditionné pour la vente au détail » ne fait pas partie des sous-positions que le projet de loi de finances 2026 prévoit de frapper de TVA à l'importation.

A la lecture du projet de loi de finances de 2026, le « réajustement à TVA 20 % des préparations pour l'alimentation des nourrissons et des enfants en bas âge, conditionnées

pour la vente au détail » concerne « les poudres sucrées ou non pour la fabrication de crème, pudding, entremets, desserts, etc, les extraits de malt, les autres farines grillées, dextrinifiées ainsi que les produits contenant du cacao ». Le texte donne, entre autres exemples, les purées de légumes et les bouillies infantiles. Ces produits avaient déjà été frappés de droits de douanes en 2025, et selon le projet de loi de finances 2026, l'objectif est « d'harmoniser le régime d'imposition des importations » et ainsi « de soumettre certaines lignes tarifaires déjà assujetties aux droits de douane à la TVA ».

Les conserves de viande pour enfants importées qui font partie des « préparations homogénéisées comme aliments pour nourrissons et enfants en bas âge » devraient également être frappés de droits de douanes de 20 % et de TVA de 20 % si le projet de budget de 2026 passe. Pour les autorités, cette mesure de retaxation permettrait de « soutenir la production locale, plus nutritive et biologique, tout en réduisant les pertes de recettes douanières ». L'exposé des motifs du projet de loi de finances 2026 indique d'ailleurs que malgré leur exemption de droits de douane et de TVA ces produits restent « coûteux et peu accessibles ». L'objectif est alors aussi de les substituer par des « alternatives locales » et d'offrir une « opportunité pour le développement du marché national ».

## Tourisme – L'ONTM dégage sa charte de neutralité dans la promotion de la destination Madagascar

01 NOVEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 2 Novembre, 14h30 – La promotion touristique à dégager de tout enjeu partisan. L'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM) campe sur sa position de neutralité et d'indépendance politique dans sa mission. C'est pourquoi il indique se désolidariser « de toute initiative ou prise de décision émanant d'entités non mandatées pour s'exprimer au nom de la destination Madagascar, de même que de toute déclaration tendancieuse ».

L'ONTM s'est exprimé à la suite des récentes annonces faisant part de la création de plusieurs nouvelles structures dans le paysage touristique national. Celui-ci rappelle alors assurer la représentation officielle de la destination

Madagascar au niveau international, régional et national. Et ce, tout en indiquant regrouper 21 Offices régionaux du tourisme ainsi que l'ensemble des groupements professionnels du secteur, soit plus de 5 900 opérateurs répartis dans les 24 régions du pays.

L'ONTM souligne d'ailleurs s'attacher à son principe qui est d'être une association apolitique et indépendante. « Cette neutralité et cette autonomie garantissent sa crédibilité auprès des partenaires internationaux et nationaux ainsi que la conduite rigoureuse et impartiale des ses actions de promotion, à l'abri de toute idéologie partisane », lance-t-il.

# Budget – Une revalorisation générale des salaires et une augmentation d'indemnités pour les agents publics annoncées dans le PLFI 2026

01 NOVEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 2 Novembre, 7h45 – Un motif de réjouissance pour les agents publics. L'Etat entend investir dans le pouvoir d'achat et la sécurité de carrière de ses agents, en prévoyant une revalorisation générale des salaires des fonctionnaires ainsi que des primes ciblées pour les métiers clés comme l'éducation, la santé ou encore la sécurité. La masse salariale est ainsi prévue passer à 4 852,76 milliards d'ariary en 2026, soit une hausse de 1 006,36 milliards d'ariary, représentant une augmentation de 26,16 % par rapport à 2025, selon le projet de loi de finances 2026.

Le nouveau Gouvernement indique avoir engagé une « politique salariale orientée vers la justice, la reconnaissance et la performance ». Il s'agit, selon le projet de Loi des finances initiale (PLFI) 2026, de montrer « la place accordée par l'Etat à son capital humain, moteur essentiel de la performance publique et du développement national ». Dans un contexte où l'on parle de « sobriété budgétaire », l'idée est alors de « concilier exigence budgétaire, attractivité de la fonction publique et refondation des valeurs du service public ».

Diverses mesures sont ainsi prévues dans le projet de loi de finances 2026, allant de la revalorisation générale des salaires à l'amélioration des indemnités spécifiques pour certains métiers. Cela concerne notamment l'augmentation de l'indemnité de craie pour le personnel enseignant, « en reconnaissance du rôle central de l'éducation dans la construction du capital humain national », ou encore l'indemnité de risque pour le personnel de la santé en reconnaissance de « leur dévouement et leur rôle vital dans la santé publique ».

Mais ce sera également le cas des indemnités de logement pour les agents civils et militaires, dont le montant mensuel actuel « ne correspond plus aux réalités socio-économiques du pays ». La rubrique indemnitaire

508 sera par ailleurs intégrée dans la solde de tous les agents. Pareil pour les indemnités de sujétion et d'astreinte qui sont prévues être intégrées dans la solde des contractuels du ministère de la Justice.



Parallèlement plusieurs actions sont prévues dans ce PLFI, afin d'améliorer l'équité, la stabilité de carrière et la dotation en personnel. Elles incluent l'intégration progressive dans le corps des fonctionnaires des agents contractuels (EFA et ELD) ayant plus de six années de service effectif. L'Etat prévoit également la création et mandatement de 13 274 nouveaux postes budgétaires pour répondre aux besoins des secteurs prioritaires, qui nécessitent le remplacement partiel des départs à la retraite et autres sorties. Les reclassements et validation des services sont aussi prévus l'année prochaine.

Avec ces dispositions, l'Etat espère « renforcer la motivation, la dignité et la fierté d'appartenance des agents de l'Etat, pour bâtir une administration performante, responsable et au service du citoyen ». L'idée est aussi d'assurer « la soutenabilité des finances publiques à moyen terme par une allocation efficiente et prévisionnelle des ressources humaines ».

## Énergie - Avaradrano se dote de 2,8 mégawatts

IRINA TSIMIJALY | 03 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**a centrale solaire d'Ambohidrano injectera bientôt 2,8 MW dans le réseau d'Antananarivo. Elle s'inscrit dans un programme national pour renforcer la production solaire.

La mise en service de la centrale solaire d'Ambohidrano, dans le district d'Avaradrano, est prévue dans les prochaines semaines. Le site injectera 2,8 mégawatts dans le réseau d'Antananarivo. Une avancée concrète pour les habitants de la région, mais aussi pour l'ensemble des Tananariviens, souvent confrontés à des coupures répétées.

Hier, lors de sa première descente sur le site, le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Ny Ando Ralitera, est venu faire le point sur l'avancement des projets électriques en cours à Ambohidrano. Le projet, mené conjointement

par le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, la Jirama et la société Nea, du groupe Axian Energy, avance à grands pas. « L'objectif est d'injecter deux mégawatts d'ici environ un mois, puis de finaliser le reste du projet vers la fin janvier », a précisé Hérétiana Rabarison, coordonnateur du projet électricité à la Jirama.

Lors de sa visite, le ministre Ny Ando Ralitera a encouragé les équipes à maintenir le rythme : « Si tous les matériels sont disponibles et que les travaux avancent comme prévu, la mise en service pourrait se faire dès la fin décembre », a-t-il déclaré. Le ministre a également

insisté sur la nécessité d'accélérer les travaux en continu, jour et nuit, afin de respecter les délais.

### Engagement

Du côté de Nea, le directeur général Loïc Hoinville rappelle que leur participation relève avant tout d'un engagement solidaire : « Nous sommes producteurs d'énergie à Madagascar, mais ici, nous intervenons comme installateurs et partenaires techniques pour appuyer la Jirama. Nous le faisons gracieusement, pour aider l'État à accélérer la transition énergétique. »

Sur le plan technique, la centrale sera équipée de batteries d'une capacité de 4,2 MW, destinées à stabiliser la production solaire. « Les batteries ne servent pas à

produire la nuit, mais à maintenir un niveau constant d'alimentation lorsque des nuages réduisent la production », explique Hérítiana. Une alimentation nocturne limitée, de 1,2 à 1,5 MW, restera toutefois possible.

Le projet d'Ambohidrano s'inscrit dans un programme national de 43,5 MW de nouvelles capacités solaires à installer à travers le pays. Outre Antananarivo (29 MW), des apports sont prévus à Mahajanga (2 MW), Nosy Be (3 MW), Antsiranana (3 MW) et Toliara (2,5 MW).

Ces infrastructures, combinées à des unités hybrides dans plusieurs villes, doivent renforcer la production locale et améliorer la stabilité du réseau électrique. Si tout se déroule comme prévu, les habitants pourraient bénéficier des premiers kilowatts solaires dès janvier 2026.

## Carburants - De légères baisses des prix pour novembre

IRINA TSIMIJALY | 03 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les automobilistes peuvent se réjouir, même modestement, ce mois de novembre. Les prix du gasoil et du pétrole lampant connaissent une légère baisse, tandis que l'essence reste inchangée. Une nouvelle qui devrait alléger quelque peu le budget des ménages et des transporteurs. Depuis samedi, le litre d'essence sans plomb est maintenu à 5 060 ariary dans les stations-service. Le gasoil, lui, recule à 4 550 ariary le litre, soit une diminution de 150 ariary, tandis que le pétrole lampant passe à 3 400 ariary, en baisse de 70 ariary. Ces ajustements s'inscrivent dans le cadre du mécanisme d'ajustement automatique supervisé par l'Office malgache des hydrocarbures (OMH).

Pour les usagers réguliers, ce maintien relatif des tarifs de l'essence représente un petit soulagement. « Même une

baisse modeste sur le gasoil fait une différence pour nos trajets quotidiens », confie un chauffeur de taxi-brousse. Les consommateurs peuvent ainsi mieux planifier leurs dépenses, en particulier pour le transport et la logistique, qui restent fortement impactés par les variations des prix du carburant.

Sur le plan économique, cette évolution reflète la tendance internationale, avec des cours du pétrole qui se stabilisent légèrement après plusieurs semaines de baisse. Les experts avertissent toutefois que la situation pourrait changer dans les mois à venir, en fonction des fluctuations du marché mondial.

## Relance économique : la contribution du secteur privé fortement sollicitée

JEAN RIANA | 03 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

Le Premier ministre, Herintsalama Andriamasy Rajaonarivelo, a reçu, jeudi dernier, dans ses locaux à Mahazoarivo, les représentants du secteur privé issus du Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), du Fivondronan'ny mpandraharaha Malagasy (Fivmpama) et du Fikambanan'ny orinasa Malagasy (FOM), afin d'examiner de près le rôle du secteur privé dans la relance économique de Madagascar.



Certains membres du gouvernement concernés par cette réunion y ont également pris part. L'État et le secteur

privé cogitent ensemble pour trouver une issue à la crise socioéconomique que traverse le pays, qui a laissé des séquelles importantes. La Grande Île est actuellement engagée dans une dynamique de relance économique, et la contribution du secteur privé y est fortement sollicitée.

« L'un des principaux défis de la réforme en cours dans la Grande Île est la relance de l'économie. Le secteur privé y a un rôle important à jouer », a déclaré le Premier ministre.

Herintsalama Rajaonarivelo n'a pas manqué de saluer la volonté manifestée par la délégation ayant fait le déplacement à Mahazoarivo de collaborer étroitement avec l'État, notamment dans la promotion du secteur des entreprises malgaches.

« Le secteur privé continuera de travailler de concert avec le gouvernement, de manière équitable et intègre, loin de la corruption, afin que le peuple malgache puisse en bénéficier », indique-t-on.

Le secteur privé a, par ailleurs, formulé plusieurs requêtes dans le cadre de la restructuration en cours de Madagascar, notamment en appelant le gouvernement à se pencher sur la révision des différentes taxes.

## Partenariat avec APG : Madagascar Airlines renforce son expansion internationale

ARH. | 03 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

Madagascar Airlines poursuit son envol grâce à l'extension de son partenariat avec APG, premier réseau mondial de représentation de compagnies aériennes. L'accord confie à APG le rôle de représentant général (GSA) sur de nouveaux marchés clés à travers le monde. La représentation commerciale s'étend désormais à la Belgique, au Luxembourg, au Canada, à l'Allemagne, au Japon, au Kenya, aux Pays-Bas, à la Norvège, à la Roumanie, à la Moldavie, à l'Espagne, à la Suède, à la Suisse, à la Turquie, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Une expansion qui marque une étape stratégique dans la croissance internationale de la compagnie malgache. « Nous sommes ravis de renforcer notre collaboration avec

Madagascar Airlines. Notre réseau mettra à profit toute son expertise pour accroître les ventes et la visibilité de la compagnie sur ces nouveaux marchés », a déclaré Sandrine de Saint Sauveur, présidente-directrice générale d'APG Inc. De son côté, Mahery Andriamamonjy, directeur général par intérim de Madagascar Airlines, salue « une collaboration élargie et prometteuse ». Selon lui, la puissance du réseau APG et sa connaissance des marchés internationaux constituent un atout majeur pour consolider la présence de la compagnie nationale à l'étranger. En misant ainsi sur des alliances solides, la compagnie entend accroître sa compétitivité et offrir une meilleure connectivité entre Madagascar et le reste du monde.

## Panne sur MVola : « Strictement d'ordre technique », précise l'entreprise

ARH. | 03 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

MVola dément les rumeurs et précise l'origine technique de la panne temporaire survenue mercredi et jeudi dernier sur le réseau MVola. L'entreprise a publié un communiqué samedi dernier précisant que : « La récente indisponibilité temporaire de nos services était strictement d'ordre technique, liée à une maintenance de nos systèmes ». Selon MVola, cette indisponibilité temporaire relevait d'un ajustement interne nécessaire au bon fonctionnement de ses systèmes. La société insiste sur le fait que cette panne « n'a aucun lien avec des acteurs ou événements extérieurs à l'entreprise ». Les équipes techniques, mobilisées sans relâche, ont œuvré jour et nuit pour un retour complet à la normale, assurant ainsi la continuité des services pour l'ensemble des utilisateurs. Dans son message, l'entreprise rappelle également son

engagement à protéger son image et celle de ses collaborateurs. MVola condamne fermement la diffusion d'informations erronées ou de fausses nouvelles susceptibles de nuire à sa réputation. Elle souligne qu'elle se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires face à la propagation de contenus mensongers. Ce rappel intervient dans un contexte où les fake news peuvent rapidement semer la confusion sur les réseaux sociaux. MVola appelle donc à la prudence et à la vérification des sources avant tout partage d'information. En s'adressant à ses clients, MVola exprime sa gratitude pour la compréhension et la fidélité dont ils font preuve, tout en réaffirmant sa volonté d'assurer un service fiable et sécurisé.

## Budget 2026 - L'énergie privilégiée, le tourisme relégué au second plan

IRINA TSIMIJALY | 04 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**e budget 2026 de Madagascar privilégie fortement l'énergie. Tourisme, santé et accès à l'eau restent sous-financés, malgré les besoins essentiels de la population.

Le projet de loi de finances pour 2026 prévoit un budget global de 15 777 milliards d'ariary, en légère hausse par rapport à 2025. Mais l'examen des allocations met en lumière des priorités très contrastées. Le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, déjà doté de 1 331 milliards d'ariary en 2025, voit son budget grimper à 2 049 milliards en 2026, soit une augmentation de près de 54 %. L'objectif officiel est de moderniser le réseau électrique et d'électrifier davantage le pays.

En parallèle, le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, pourtant identifié comme un moteur de développement et d'emplois, chute de 961 milliards en 2025 à seulement 16 milliards en 2026, une baisse qui illustre la position marginale du secteur dans la stratégie actuelle.

Les autres secteurs essentiels montrent des évolutions plus mesurées. Le ministère de l'Éducation nationale passe de 1 562 milliards en 2025 à 2 315 milliards en 2026, reflétant l'importance accordée à l'enseignement, tandis que la Santé publique, qui bénéficiait de

921 milliards en 2025, voit son budget légèrement réduit à 856 milliards. Le secteur de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, crucial pour l'accès aux services de base, bénéficie d'une hausse modeste de 306 milliards en 2025 à 474 milliards en 2026, mais reste largement insuffisant face aux besoins d'une population dont près de la moitié n'a pas encore accès à l'eau potable.

### Priorités

Lors du premier Conseil des ministres du gouvernement de la Refondation, six axes prioritaires ont été fixés : le suivi des ministères, l'accès à l'eau potable, la performance et les résultats, la bonne gouvernance, le développement rural et la responsabilité. L'objectif officiel est de garantir que chaque ariary dépensé ait un impact concret sur la vie des citoyens.

Pourtant, les chiffres révèlent une incohérence. Le budget de l'énergie dépasse largement celui de l'eau et de l'assainissement, et dépasse même celui de la santé, pourtant vitale pour le quotidien des Malgaches. Le tourisme, malgré son rôle potentiel de moteur économique et de création d'emplois, est relégué à une enveloppe presque symbolique.

Le gouvernement justifie cette répartition par la nécessité de soutenir la relance économique, protéger l'investissement et renforcer la collecte fiscale. Mais la comparaison entre 2025 et 2026 montre un déséquilibre manifeste entre les secteurs prioritaires annoncés et la réalité des financements. Et pour le moment, l'énergie gagne largement la partie, tandis que le tourisme, pourtant prometteur pour l'économie locale, reste à la traîne.

## Tourisme de croisière : l'Island Sky et le SH Diana ont jeté l'ancre à Mahajanga

JEAN RIANA | 04 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

Le port de Mahajanga accueille deux bateaux depuis dimanche, à savoir le bateau de croisière Island Sky de la compagnie Noble Caledonia et le paquebot SH Diana. Le navire de croisière Island Sky est arrivé au port de Mahajanga dimanche après avoir fait escale à Toliara et Soalala. Tandis que le paquebot SH Diana en provenance de Nosy Be a jeté l'ancre au port de Mahajanga hier. Une centaine de croisiéristes anglophones et russophones ont pu découvrir l'accueil chaleureux local avant de partir à la découverte des sites exceptionnels de Mahajanga tels que le Lac Sacré, Antsanitia,

Cirque Rouge, sans oublier de faire le tour de la ville. « Ces escales confirment la place grandissante de Mahajanga comme destination incontournable de croisière dans l'Océan Indien », indique l'Office régional du tourisme de Majunga. Le ministère du Tourisme et de l'artisanat a, quant à lui, spécifié qu'elles illustrent le dynamisme retrouvé du secteur touristique malgache tout en avançant qu'elles mettent en lumière l'attractivité du pays, la richesse de son patrimoine culturel ainsi que le savoir-faire artisanal qui font la fierté malgache.

## Production de sucre : prévision en hausse pour 2025

JEAN RIANA | 04 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

D'après le ministère de l'Industrialisation et du développement du secteur privé (MIDSP), la production de sucre de cette année a été assez bonne surpassant nettement celle de l'année dernière. Si la production de sucre Ambilobe a été de 59.066 tonnes en 2024, elle devrait atteindre les 71.000 tonnes cette année et celle du Namakia devrait passer de 23.207 tonnes en 2024 à 25.000 tonnes cette année.

Cette prévision présente une différence de production de 11.934 tonnes pour le sucre Ambilobe, soit une hausse de 20,2 %, et une différence de 1.793 tonnes pour le sucre Namakia, soit une augmentation de production à hauteur de 7,72 %. Elle a été publiée suite à la visite du ministre de l'Industrialisation et du développement du secteur privé, Andriniaina Rasoarahona, à Ambilobe hier notamment de la sucrerie Sucocoma qui emploie 4.300 personnes. Cette descente appuyée par le ministère du Travail, de l'emploi et de la fonction publique est destinée à trouver une solution face au conflit qui oppose les employés aux employeurs de ladite société.

« La recherche d'une solution n'est pas limitée au bureau, mais s'est également poursuivie sur terrain », a précisé le ministre.

L'objectif principal était d'analyser la situation et de trouver des solutions au problème. A noter que des manifestations se sont déroulées la semaine dernière dans cette localité, ce qui a dégénéré en pillage des bureaux et des domiciles des responsables de la société Sucocoma.



Apparemment, le déplacement du ministre Andriniaina Rasoarahona et de son équipe a porté ses fruits puisque les parties prenantes en sont arrivées à un accord commun suite aux discussions.

# Répartition budgétaire : une hausse générale des budgets d'Etat pour 2026

ARH. | 04 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

**L**e tableau de répartition budgétaire du projet de Loi de finances pour 2026 (PLFI) montre un renforcement marqué des moyens accordés aux institutions de souveraineté. La Présidence de la Refondation de la République voit son enveloppe globale atteindre 313,9 milliards d'ariary, contre environ 225 milliards en 2025. Cette hausse reflète la mise en place de la nouvelle mission « Refondation », rattachée à la Présidence, ainsi que la montée en puissance de projets transversaux.

Le Sénat bénéficie également de hausses modérées : 23.257 milliards d'ariary pour 2026, contre 21.323 milliards d'ariary pour 2025. Par contre, le budget total de l'Assemblée nationale est estimé à 76.810 milliards d'ariary en 2026 contre 85.895 milliards d'ariary pour 2025. Les organes constitutionnels, tels que la Haute Cour de Justice, disposent pour 2026 de 3,06 milliards d'ariary, soit pour améliorer l'efficacité du système judiciaire. Certains départements ministériels enregistrent en outre des progressions plus marquées. Le ministère de l'Éducation nationale bénéficie par exemple d'une enveloppe élargie, soutenue par la revalorisation de l'« indemnité de craie » (2.315 milliards d'ariary). Le ministère de la Santé publique voit ses crédits d'investissement renforcés pour la construction de nouveaux hôpitaux et centres de santé (395.238 milliards d'ariary). Le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (2.049 milliards d'ariary) et celui en charge des Travaux publics (1.754 milliards d'ariary) reçoivent des fonds accrus pour les projets d'électrification et de réhabilitation des routes.

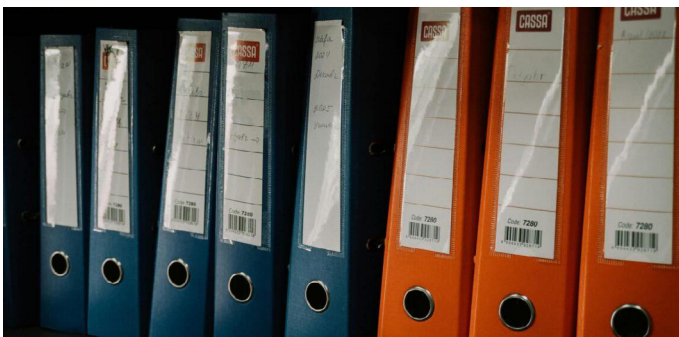
## Stabilisation plutôt qu'expansion

Aussi, dans ce projet de Loi de finances, avec un budget global de 18.798,9 milliards d'ariary, contre 16.294,7 milliards d'ariary en 2025, l'effort public augmente de près de 15 %. Cette hausse s'explique avant tout par la revalorisation de la masse salariale, qui atteint 4 852,7 milliards d'ariary (+26,16 % par rapport à 2025). Ce poste absorbe une part significative du budget, illustrant la priorité donnée à la fonction publique, notamment aux enseignants et aux personnels de santé. En 2025, la masse salariale s'élevait à 3 846,4 milliards, avec une progression bien plus modeste de 0,84 % sur l'exercice précédent. Les investissements publics suivent la même tendance : les crédits alloués passent de 8 265,7 milliards à près de 9 000 milliards d'ariary, destinés à la modernisation des infrastructures, à la relance agricole et à la construction d'écoles et d'hôpitaux. Le PLFI 2026 s'inscrit dans une logique de développement inclusif et de réduction des inégalités territoriales.

## Pièce comptable – Obligation de conservation de facture pendant 10 ans pour les entreprises sous peine de sanction

04 NOVEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 4 Novembre, 8h15 – Le projet de Loi de Finances 2026 introduit une mesure discrète mais à fort impact pour les entreprises.



Désormais, toutes entreprises devront conserver leurs factures, qu'elles soient papier ou électronique, pendant dix ans, contre trois ans pour celles relevant de l'Impôt synthétique. L'article 20.01.56.34 prévoit des amendes allant de 100 000 à 2 millions d'ariary par année manquante, selon la taille du contribuable. L'objectif affiché est de renforcer

la transparence et la traçabilité comptable, en soutenant la politique de modernisation engagée par la Direction générale des impôts.

Cette nouvelle règle complète la série de réformes fiscales annoncées dans le projet de loi de finances 2026, notamment la généralisation de l'e-facturation et la dématérialisation des paiements. Les autorités veulent ainsi mieux suivre les transactions et limiter les fraudes. Selon le ministère de l'Economie et des finances, cette obligation facilitera les contrôles et garantira la fiabilité des déclarations d'impôts. Les factures conservées deviennent donc un élément clé de la conformité fiscale et un moyen d'éviter tout litige lors d'un contrôle.

Toutefois, la mesure inquiète les petits opérateurs économiques souvent peu outillés pour gérer l'archivage sur une si longue période. Beaucoup redoutent les coûts logistiques et administratifs liés à la conservation des documents. Certains estiment aussi que les sanctions prévues sont disproportionnées par rapport à leurs capacités. Pour les experts comptables, il est urgent que l'État

accompagne cette transition, notamment par la sensibilisation et la formation des petites structures au numérique et à la gestion documentaire

En pratique, cette disposition obligera les entreprises à moderniser leur comptabilité et à adopter des solutions d'archivage électronique plus sécurisées. Elle marque

une nouvelle étape vers une administration fiscale plus rigoureuse et digitalisée. Si la loi est adoptée sans modification, la mesure s'appliquera dès le 1er janvier 2026. Les entreprises ont donc quelques semaines pour se préparer à cette exigence légale, sous peine de lourdes amendes et d'un risque accru de redressement fiscal.

## Transparence financière - Le ministère de l'Économie et des Finances audité en premier

IRINA TSIMIJALY | 05 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Dans le cadre de la refondation de l'État, le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) ouvre la voie à une grande opération de contrôle des finances publiques. Le 3 novembre, le président de la Cour des comptes, Jean de Dieu Rakotondramihamina, a été reçu par le ministre du MEF, Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison, pour lancer officiellement cet audit.

Conformément aux directives du président de la Refondation de la République et du Premier ministre, cette initiative a pour objectif d'évaluer la gestion des finances publiques, de détecter les éventuelles irrégularités et de proposer des mesures correctives. Prévu sur une durée de 90 jours, cet audit servira de modèle pour d'autres ministères, ainsi que pour la Présidence et les institutions jugées sensibles.

Le choix du MEF n'est pas anodin. « Toutes les fonctions clés de la gestion publique y sont concentrées », souligne le ministre Ramiarison. Le ministère s'est porté volontaire pour être audité en premier, montrant sa volonté d'incarner la transparence et de répondre aux attentes du public. La Direction générale du contrôle financier se dit pleinement mobilisée pour accompagner l'Inspection générale de l'État dans cette mission.

Ce contrôle rigoureux intervient après des révélations inquiétantes sur la Jirama. La Cour des comptes y a constaté des pertes de plus de 700 millions d'ariary

entre 2020 et 2023, dues à des écarts dans la gestion des carburants et à un suivi insuffisant des stocks. Ces dérives ont pesé sur la performance énergétique nationale, mettant en lumière la nécessité d'un audit systématique et transparent.



La Cour des comptes, institution indépendante chargée de contrôler les finances publiques et de juger les comptes des comptes publics, dispose d'un cadre légal solide. Ses missions couvrent le contrôle des budgets de l'État, des collectivités locales et des établissements publics, ainsi que l'évaluation des politiques publiques. Elle publie ses rapports pour informer le Parlement, l'État et les citoyens.

## Commerce et consommation : la ministre ouverte à la collaboration

JEAN RIANA | 05 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

La ministre du Commerce et de la consommation, Michela Andriamadison, a reçu dans ses locaux à Ambohidahy, avant-hier, des représentants syndicaux au sein du ministère pour des échanges en vue du développement du secteur. Les représentants du Syndicat des commissaires du commerce et de la concurrence, du Syndicat des inspecteurs du commerce et du Syndicat des employés non ministériels se sont entretenus avec la ministre en vue d'une meilleure collaboration en cette période de réforme. Dans la foulée, elle a indiqué à cette occasion son intention de favoriser au mieux l'unité et le développement du ministère du Commerce et de la consommation (MCC). Elle a d'ailleurs tenu à rappeler qu'avant sa nomination à la tête de ce département, elle officiait au MCC.

De leur côté, les employés du ministère ont fait part des difficultés auxquelles ils font face dans l'exercice de leurs fonctions. Michela Andriamadison a d'autant plus clairement précisé durant la levée des drapeaux qui a précédé cette rencontre qu'elle ne va pas se contenter de donner des ordres, mais entend collaborer pleinement avec tout un chacun dans l'accomplissement des missions et responsabilités qui lui sont confiées. « Les réformes qui seront mises en œuvre s'appuieront sur la mentalité pour avoir des impacts sur le travail et bien évidemment sur le quotidien des citoyens, des consommateurs et des entrepreneurs », a-t-elle déclaré. Elle veut également privilégier le dialogue et a assuré que la porte de son bureau demeure toujours ouverte.

## Tao anatin'ny telo taona : 734 tapitrisa Ar ny fatiantoky ny Jirama

HENINTSOA | 05 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

**M**anjaka ny kolikoly eo anivon'ny orinasa Jirama. Tsy mazava ny fitantanana sy ny fandrindrana ny tahirin-tsolika ampiasaina sy ny vokatra nafarana.

Tafakatra hatrany amin'ny 734 tapitrisa Ar ny fatiantoky ny Jirama nanomboka ny taona 2020 ka hatramin'ny 2023, vokatry ny kolikoly sy ny tsy fisian'ny fanaraha-maso hentitra amin'ny fitantanana ny solika, araka ny tatitra navoakan'ny « Cour des comptes ».



Fatiantoka avy amin'ny tsy fitoviana eo amin'ny habetsahan'ny solika novidina sy ireo nampiasaina. Tsy voamarina avokoa, araka izany, ny fampiasana ireo 124 726 l solika mavesatra sy 47 935 l gasoil. Midika izany fa tsy tomombana ny fitantana ny tahiry, diso ihany koa ny fandrindrana ny angon-drakitra anatin'ny.

Nilaza ireo mpitsara ara-bola fa misy fiantraikany mivantana amin'ny famokarana herinaratra ny zava-misy. Matetika, mihoatra ny fenitra voatondro ny tahan'ny fandanianana amin'ny famokarana. Etsy andaniny, nilaza ireo mpanandika fa azo noferana izany rehetra izany raha hentitra ny rafi-panaraha-maso ny fanafarana sy ny fitsinjarana. Ankilany, nandroso soso-kevitra ny hampiharana ny haitao ara-kajy mirindra hanaraha-maso ny fitantanana ny fadintseranana, nanohana izany ny Tahirim-bola iraisam-pirenena (FMI) saingy tsy hita popoka izany hatramin'izao.

### Vina

Manoloana ny zava-misy, manantena hitondra fanovana ny fitantanana sy ny gaboraraka ny fitondrana amin'izao fotoana. Mba ho laharam-pahamehana ny mangarahara ka hampitsahatra ny kolikoly sy ny trafika miverimberina eo anivon'ny orinasa izany. Ankoatra izay, mbola mitohy ny fitokonana ataon'ny sendikan'ny mpiasan'ny Jirama izay mitaky ny hialan'ny tale jeneraly, Ron Weiss. Noho izany, mikatona avokoa ny masoivohon'ny Jirama manerana ny Nosy. Mitaky ny fanovana rafitra sy ny fanafoanana ny sata vaovao nape-traka izy ireo.

## Perspectives de croissance : redressement attendu du secteur secondaire

ARH. | 05 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

**A**près une année morose, le secteur secondaire malgache entrevoit une embellie. Selon les projections du Projet de loi de finances initiale (PLFI) 2026, ce secteur des manufactures et poudres de l'économie nationale, qui aura connu une contraction de -0,7 % en 2025, devrait enregistrer une croissance de +3,3 % l'an prochain.

Ce redressement, présenté par le ministre de l'Économie et des finances, Hery Ramiarison, dessine une relance industrielle du pays. Lors de sa prise de fonction officielle, le ministre a laissé entrevoir la nécessité d'un dialogue renforcé entre l'État et le secteur privé afin de définir des stratégies communes pour relancer la production, stimuler les investissements et renforcer la compétitivité nationale. Et à en croire les prévisions du PLFI, le principal moteur de cette reprise résidera dans la « relance de l'industrie extractive », dont la croissance est estimée à +5 %. Ce rebond interviendra malgré les turbulences récentes, notamment la baisse des cours mondiaux et la rupture du pipeline d'Ambatovy, le grand acteur du nickel. Les perspectives à moyen terme demeurent toutefois prometteuses, portées par la demande mondiale croissante en nickel et graphite, des ressources pour la fabrication des batteries de véhicules électriques.

### Progression plus modérée

Le secteur textile, autre composante importante du

secondaire, affiche une progression plus modérée de +1,2 %. Cette performance limitée s'explique par la perte des avantages commerciaux liés à l'Agoa et l'instauration par les États-Unis d'une taxe douanière de 15 % sur les produits malgaches. Malgré ces contraintes, les acteurs du textile tentent de maintenir leur activité grâce à une diversification des débouchés et à la modernisation progressive de leurs unités de production.

Enfin, la branche « Électricité, eau et gaz » amorce une dynamique positive, avec une croissance prévue de +1,3 %. De nouveaux projets d'énergie solaire voient le jour à Mahajanga, Nosy Be et Antananarivo, en partenariat avec des entreprises telles qu'AfriPower, marquant un tournant vers une transition énergétique plus durable. Entre incertitudes mondiales et initiatives nationales, le défi pour le secteur secondaire reste de taille : transformer cette reprise fragile en croissance structurelle, capable de créer durablement de l'emploi et de la valeur ajoutée.

# Shutdown aux états-unis - Le secteur du textile retient son souffle

ITAMARA OTTON | 06 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**A** lors que le budget américain reste bloqué, l'avenir de la reconduction de l'Agoa demeure incertain. Les produits textiles malgaches subissent un droit de douane supplémentaire de 15 %, fragilisant les entreprises.

Incertitude. C'est le sentiment qui commence à gagner les entreprises œuvrant dans le secteur du textile. Ce type de produit a en effet été frappé d'un droit de douane additionnel de 15 % vers le marché américain, depuis le mois d'août. En raison du shutdown persistant aux États-Unis, faute d'accord sur le budget au sein du Congrès, l'avenir des entreprises textiles est maintenant incertain.

« Pour l'instant, la question de l'Agoa reste très délicate, en raison du shutdown aux États-Unis, faute d'accord sur le budget entre les deux Chambres du Congrès américain. Nous ne sommes pas certains de la reconduction ou de la prolongation de l'Agoa. En même temps, nous essayons de trouver d'autres alternatives pour les exportations de textile », indique Béatrice Chan Ching Yiu, présidente du Groupement des entreprises franches et partenaires. Hier, lors du « Mercredi de l'entreprise » à la Chambre de commerce d'Antananarivo, elle a dressé un panorama du secteur textile malgache, actuellement.

Lors de cet événement, constat a également été fait que le secteur du textile a été fragilisé par la guerre commerciale menée par Trump. « Historiquement, les zones franches industrielles exportent principalement vers les États-Unis dans le cadre de l'Agoa (African Growth and Opportunity Act), qui garantissait un accès préférentiel sans droits de douane. Cependant, la perte de ces préférences tarifaires et l'application récente d'un droit additionnel de 15 % depuis le 7 août 2025 ont fortement diminué la compétitivité des entreprises locales, entraînant une contraction des commandes et une menace sur l'emploi », constate Gil Razafintsalama, président de la Chambre de commerce d'Antananarivo.

## Échéance

Chez les entreprises franches, les commandes se contractent également. « Les commandes fléchissent, alors que nous approchons de la fin de l'année. C'était entre les mois de juin et septembre que les entreprises du secteur textile travaillaient le plus, car les clients se pressaient à cause de l'échéance de l'Agoa qui approchait à grands pas. Maintenant, les commandes arrivent au compte-gouttes.



Certaines entreprises doivent écouler certaines commandes d'ici à la fin de l'année et peut-être même en janvier, mais après cette période, l'avenir reste très flou », regrette Béatrice Chan Ching Yiu.

Des entreprises textiles indiquent néanmoins faire tout leur possible pour maintenir les emplois et se tourner vers d'autres alternatives. « Nous ne comptons pas abandonner la Grande Île, ni fermer de sitôt », estime Chelsea Chang, administrative manager chez Gama Textile, une entreprise exportatrice.

# Balance des échanges - Le déficit continue de se creuser

IRINA TSIMIJALY | 06 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le déficit commercial de Madagascar continue de se creuser, reflétant un déséquilibre persistant entre importations et exportations. Bien que certains projets de développement génèrent des devises, ils ne suffisent pas à compenser cet écart, les importations restant nettement supérieures aux exportations. Les biens d'équipement et les produits de consommation représentent une part importante de ces importations, tandis que les exportations peinent à retrouver un vrai rythme face à la concurrence internationale et à la fluctuation des prix des matières premières.

Cette situation se déroule dans un contexte économique national délicat. Au troisième trimestre 2025, l'activité a marqué le pas, freinée par les tensions politiques de septembre et octobre qui ont fragilisé la confiance des acteurs économiques. La plupart des secteurs ont été touchés, réduisant les revenus issus des exportations et accentuant ainsi le déficit commercial.

Sur le marché des changes, l'ariary a connu des mouvements contrastés : il s'est déprécié de 5,8 % face à l'euro mais s'est apprécié de 4,4 % par rapport au dollar américain. Cette volatilité complique encore la situation des importateurs et exportateurs et influe sur les prix dans le pays.

Malgré tout, les réserves de change restent solides, couvrant jusqu'à 6,2 mois d'importations grâce aux flux liés aux projets de développement. La Banque centrale a également pris des mesures pour faciliter le crédit bancaire, afin de soutenir les entreprises et, à terme, améliorer l'équilibre de la balance commerciale.

Le défi reste important : réduire le déficit tout en préservant la stabilité économique, dans un contexte international incertain et marqué par des prix de matières premières très fluctuants.

# Crise : Perte de confiance des agents économiques, le taux directeur de la Banque centrale, maintenu à 12 %

R. EDMOND | 06 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

**Inévitablement la crise politique qui secoue le pays influe négativement sur l'économie dont la performance sera probablement revue à la baisse.**

Dans sa publication sur la décision de politique monétaire du 4 novembre 2025, la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) parle d'une contraction de l'activité économique.



## Contre performance

Sur le plan national, l'activité économique s'est contractée au troisième trimestre 2025 indique notamment la Banque centrale qui lie cette contre performance à un début de perte de confiance des opérateurs économiques due au contexte de crise que traverse le pays. « Les événements politiques survenus en septembre et octobre ont, par ailleurs, entamé la confiance des agents économiques, comme l'indiquent les résultats des Enquêtes de Conjoncture Économique (ECE). Cette situation devrait peser sur la croissance de l'année 2025, le fléchissement ayant touché la majorité des secteurs d'activité ». Rappelons que la loi de finances initiale de 2026, qui a été déposée à l'Assemblée nationale parle d'une prévision de croissance ambitieuse de 4,8 % pour l'année prochaine. Et ce, malgré la crise et ses effets attendus sur l'économie.

## Euro-dollar

Sur le marché des changes, l'ariary se comporte plus ou moins bien, par rapport aux devises de référence. En effet, si la monnaie nationale se déprécie par rapport à l'euro, par contre, elle s'apprécie par rapport au dollar. « L'Euro valait 4 873,4 ariary au 30 décembre 2024, contre 5 157,3 ariary au 31 octobre 2025, soit une dépréciation de 5,8 % de l'ariary par rapport à l'euro. Toutefois, sur la même période, le dollar américain est passé de 4 692,4 ariary à 4 487,8 ariary, soit une appréciation de 4,4 % de l'ariary vis-à-vis de la monnaie américaine. Cette évolution divergente résulte principalement de la forte volatilité du taux de change euro/dollar sur les marchés internationaux. Le déficit commercial a continué de se creuser, mais la poursuite des rentrées de devises liées aux projets de développement a contribué à renforcer les réserves officielles de change, lesquelles couvraient jusqu'à 6,2 mois

d'importations à fin septembre 2025 ». Par ailleurs, « sous l'effet conjugué de la hausse des réserves en devises et du dynamisme des crédits bancaires au cours du troisième trimestre, la croissance annuelle de la masse monétaire s'est établie à 12,9 % fin septembre, confirmant la tendance haussière anticipée lors de la précédente réunion du Comité monétaire. Un ralentissement de cette croissance monétaire est toutefois attendu d'ici la fin de l'année, en partie en raison des conditions monétaires actuelles, qui devraient également contribuer à atténuer les pressions inflationnistes ».

## Désinflation

En parlant d'inflation, justement, les perspectives sont plutôt bonnes. « Le processus de désinflation amorcé depuis le début de l'année se confirme, avec une baisse marquée de l'inflation au troisième trimestre. En septembre 2025, le taux d'inflation s'est établi à 7,5 % en glissement annuel, un niveau inférieur aux prévisions, contre 9,5 % en janvier 2025. Cette amélioration est principalement attribuable à la baisse des prix de l'énergie et des produits non alimentaires. L'inflation sous-jacente, excluant le riz et l'énergie, s'est inscrite à 6,6 %, illustrant l'effet des conditions monétaires restrictives mises en œuvre par la BFM. Les projections pour fin 2025 prévoient une poursuite du ralentissement de l'inflation. Ce scénario repose sur une croissance économique modérée et une expansion monétaire maîtrisée, contribuant à limiter les pressions inflationnistes à court terme. Toutefois, cette décélération de l'inflation n'est pas encore suffisante pour assurer la consolidation de la stabilité macroéconomique ». Bref, malgré quelques points positifs, la BFM estime que l'année 2025 demeure toutefois entourée d'importantes incertitudes, tant sur le plan international que national. « La persistance des tensions géopolitiques, la montée des pratiques protectionnistes et la volatilité des prix des produits de base constituent des risques majeurs susceptibles d'affecter l'évolution des prix intérieurs et l'équilibre macroéconomique. Au regard de l'analyse de la conjoncture et des perspectives économiques, le Comité monétaire de la BFM a ainsi décidé de maintenir le taux directeur à son niveau actuel de 12 %. Des mesures visant à favoriser le financement de l'économie par les banques ont été mises en œuvre au mois d'octobre ». L'objectif est de laisser à ces dernières plus de liquidité pour octroyer, à leur tour, des crédits à leur clientèle. Dans ce contexte, la BFM juge nécessaire de disposer d'une période d'observation pour apprécier les effets de ces mesures sur l'évolution des crédits bancaires à l'économie.

# « On est passé de la fast-fashion au fast-crime » : scandalisés par Shein, les députés soutiennent le gouvernement face au géant de l'e-commerce

06 NOVEMBRE | FRANCE INFO

**L**e géant chinois de l'e-commerce fait face à une fronde du gouvernement et des députés, depuis notamment la révélation, samedi, de la vente de poupées pédopornographiques sur sa plateforme.

L'Assemblée nationale met la pression sur Shein, dans la foulée du gouvernement, qui engage une procédure de suspension temporaire de la plateforme en France. Shein, qui vient d'ouvrir sa première boutique au monde au BHV, à Paris, a été épinglée pour ses pratiques commerciales agressives.

La société est dans la tourmente depuis la révélation samedi 1er novembre de la vente de poupées sexuelles ressemblant à des fillettes sur le site. Les députés saluent cette décision du gouvernement et veulent aller plus loin dans le bras de fer.

« Je n'en attendais pas autant »

Rare moment de concorde à l'Assemblée : les députés sont tous satisfaits par ce coup de pression du gouvernement. « Je n'en attendais pas autant, je l'avoue, donc c'est plutôt une surprise positive », lance l'écologiste Arnaud Bonnet. L'écu défend une proposition transpartisane de résolution européenne pour que l'Union européenne soit plus sévère vis-à-vis de Shein.

À ses côtés, notamment, le député LR Antoine Vermorel-Marques et la macroniste Olivia Grégoire, ancienne ministre du Commerce. « Moi, simple député, je trouve des armes sur cette plateforme », déplore le premier. « Moi-même, je trouve des couteaux, j'ai une quinzaine de références d'armes de type A, qui ne sont pas permises en vente libre », renchérit la seconde. « C'est inadmissible, on est passé de la fast-fashion au fast crime », ajoute le député LR.

« Il faut qu'ils mettent les moyens humains »

Shein a retiré temporairement de sa plateforme certains produits pour le marché français. Une réponse au scandale de la vente de poupées sexuelles ressemblant à des fillettes. Insuffisant pour le gouvernement, qui engage une

procédure de suspension du site et attend maintenant que Shein cesse rapidement de vendre des produits interdits par la loi. Il faut tout revoir de A à Z, martèle le député PS Romain Eskenazi : « Il faut qu'ils mettent les moyens humains, quitte à rogner sérieusement sur leur marge pour contrôler chaque produit qui sera mis en ligne sur le site. »



Shein a ouvert mercredi sa première boutique physique au monde à Paris, au BHV, un grand magasin emblématique de la capitale. Insupportable, s'étrangle la députée macroniste Olivia Grégoire. « C'est scandaleux, fustige-t-elle. Je suis députée de Paris, nous sommes face à la mairie de Paris. Paris est la capitale mondiale de la mode. »

Le PS demande une fermeture de cette boutique. Hors micro, un cadre de Shein défend « un vrai succès populaire » pour le premier jour d'ouverture. « Nous avons des dizaines de millions de consommateurs dans le pays », jure cette source, qui se targue de représenter la cinquième marque d'habillement préférée des Français.

## Textile : Transformer le choc en stratégie pour développer le secteur

ANTSA R. | 07 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

**F**ace au choc post-AGOA, industriels, pouvoirs publics et partenaires ont posé les bases d'une stratégie nationale pour le textile. La CCIA annonce une structure dédiée et un plan d'actions pour doper la valeur du « Vita Malagasy » et regagner l'export.

Le textile et l'habillement restent l'un des piliers de l'économie malgache. Plus de 100 000 emplois directs, majoritairement féminins, et 494 millions USD d'exportations en 2024, ce qui en fait le premier produit exporté du pays. Les principaux débouchés se trouvent aux États-Unis, en France et en Afrique du Sud, tandis que l'Union européenne totalise 145 millions USD. Mais la perte des préférences de l'AGOA, aggravée par un droit additionnel

de 15 % depuis le 7 août 2025, a rogné la compétitivité des ateliers, comprimé les carnets de commandes et ravivé les craintes pour l'emploi. Pour éclairer ce moment charnière et tracer des voies de rebond, la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA) a inscrit, dans le cadre des « Mercredis de l'Entreprise », une conférence dédiée au secteur, le 5 novembre dernier à son siège à Analakely. Selon les organisateurs, l'objectif

est de dresser un état des lieux précis – production, emploi, exportations, contraintes – et proposer des pistes concrètes pour amortir le choc post-AGOA : diversification des marchés (Afrique, Europe, Asie), montée en gamme, design et qualité, transformation locale accrue et stimulation de la demande intérieure via le label « Vita Malagasy ».

### Stratégie nationale

Après des éclairages d'experts sur les tendances du secteur et l'évolution du commerce mondial hors préférences, la parole a été donnée aux acteurs de terrain. Leurs témoignages ont nourri une table ronde de recommandations opérationnelles réunissant industriels, groupements professionnels, ministères concernés (Commerce, Affaires étrangères), EDBM et partenaires techniques et financiers. L'objectif annoncé est de baliser une stratégie nationale de développement du textile, dans

un contexte post-AGOA où le choc tarifaire doit devenir un levier de compétitivité. Lors des échanges, la CCIA a évoqué la création d'une structure opérationnelle dédiée aux « filières porteuses », le textile figurant parmi les premiers. Les travaux déboucheront sur un rapport de synthèse et un plan d'actions partagé avec l'écosystème, afin d'accroître la valeur ajoutée du « Vita Malagasy » sur le marché intérieur et de regagner des parts à l'export. Selon Gil Razafintsalama, président de la CCIA, quatre secteurs phares sont promus cette année : le numérique, le cacao, les huiles essentielles et le textile. « Avec la suspension de l'AGOA, il faut trouver d'autres marchés pour le textile. Nous sommes 30 millions d'habitants. C'est un potentiel et un atout en facteurs de production », a-t-il noté. Bref, la rencontre de mercredi dernier visait à définir ensemble des solutions pour développer le secteur. Une stratégie est en cours d'élaboration.

## Filière crabe : Le ministre Chan Kit Waye Jaco engage les assainissements

R. EDMOND | 07 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASCAR

**F**ini le monopole d'un groupe minoritaire. Le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Chan Kit Waye Jaco, engage une batterie de mesures pour assainir la filière crabe.

Le membre du gouvernement a rencontré, hier à Ampandrianomby, les opérateurs de la filière crabes qui a apparemment besoin de réformes pour sa relance.



Zéro corruption. À un peu plus d'un mois de l'ouverture de la campagne prévue le 15 décembre prochain, le ministre Chan Kit Waye Jaco rassure les exportateurs sur une ouverture totale, mais régulée de l'exportation de la filière crabe. « Les exportateurs en situation régulière sont autorisés à opérer mais dans un respect total des textes et réglementations en vigueur », a déclaré le ministre qui entend gérer la filière en toute transparence et sous le signe de la droiture. « On va appliquer la politique zéro corruption », a ajouté le nouvel homme fort de la pêche et de l'économie bleue. Un engagement salué par les

exportateurs qui n'ont pas manqué de saluer l'initiative. « Nous nous réjouissons du fait que c'est le ministre qui affirme une ferme détermination à lutter contre la corruption », a déclaré un représentant des exportateurs.

### 4 250 tonnes

Des exportateurs qui ont subi depuis longtemps le règne des Chinois qui ont pratiquement monopolisé les exportations vers les pays asiatiques en faisant fi des réglementations. Sur ce point, d'ailleurs, le ministre a déclaré que la filière sera ouverte à tous les opérateurs, sauf pour ceux qui ont pratiqué de la corruption. Le ministre a invité les exportateurs à former un nouveau groupement en vue d'une meilleure gestion de la filière. Il est à noter que le quota d'exportation pour cette campagne 2025 est fixé à 4 250 tonnes. La taille minimum des crabes exportables est fixée à 11 cm. Par ailleurs, des mesures particulières seront prises pour l'effectivité de l'obligation de rapatriement de devises. L'objectif est de faire en sorte que la filière crabe puisse améliorer les recettes en devises et contribuer ainsi à la stabilité de l'ariary. En somme, le ministre Chan Kit Waye Jaco œuvre pour une filière crabe professionnelle, créatrice d'emploi et surtout exempte de toute corruption. Une nouvelle ère s'ouvre pour cette filière qui a connu longtemps une série de crises.

## Vanille et girofle : baisse significative des exportations

JEAN RIANA | 07 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

Le secteur de la vanille reste le premier pourvoyeur de devises de la Grande île. Mais à cause des fluctuations de l'offre et de la demande au niveau international, les exportations sont instables. D'après le dernier rapport de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM), cette année, les exportations de vanille et de girofle ont connu une baisse significative de 42,0 %, ainsi qu'une réduction des prix à hauteur de 8,7 %. Le volume d'exportation de girofle est réduit de 49,4 %, néanmoins son prix a connu une hausse de 7 %. Pour le cas de la vanille, cette baisse des prix a affecté la valeur totale des exportations, passant de 213 millions de dollars à 112,8 millions de dollars. « Le secteur a été confronté à une offre excédentaire,

renforcée par le volume exceptionnellement élevé des exportations en 2024 », a souligné la BFM. A cet effet, les importateurs ont pu constituer des stocks importants, conduisant à une réduction de leurs besoins d'approvisionnement, surtout en cette période actuelle. Pour le girofle, le rapport de la BFM mentionne que les revenus générés par ce produit agricole ont régressé de 45,9 %, en raison de la baisse du volume exporté. « Cette contre-performance sur le volume est principalement imputable aux épisodes cycloniques, ainsi qu'aux bouleversements climatiques en général, qui ont limité la floraison des plantes, et par conséquent la production de clous de girofle », indique-t-on.

## Gestion automatisée des défaillances : la Jirama investit dans le Scada

ARH. | 07 NOVEMBRE | LES NOUVELLES

**D**ans l'objectif d'optimiser l'exploitation, la maintenance et la planification du réseau, pour faire face au délestage, la Jirama investit dans le système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (Scada – Supervisory Control And Data Acquisition) qui devrait être pleinement opérationnel d'ici décembre 2027.

« Ce dispositif, en cours de mise en place à Antsahavola, permettra de surveiller et contrôler en temps réel la production et la distribution d'électricité sur l'ensemble du réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA) jusqu'à Antsirabe », selon les explications du directeur général de la Jirama, Ron Weiss. Le Scada permet une gestion automatisée des défaillances. « Aujourd'hui, lorsqu'une défaillance survient, il faut du temps pour en trouver la cause avant d'agir. Avec le Scada, ces opérations seront automatisées », a souligné le ministre de l'Energie et des hydrocarbures, Ny Ando Jurice Ralitera, lors de sa visite du site aux côtés du DG de la Jirama.

Le projet s'articule autour de deux composantes principales. L'EMS (Energy Management System) pour la supervision du réseau de transport d'électricité et le DMS (Distribution Management System) pour la gestion du réseau de distribution. « Ensemble, ces outils permettront une meilleure coordination entre les différentes stations et sous-stations du réseau interconnecté reliant Antananarivo et Antsirabe », a expliqué le chef de projet Scada de la Jirama, Andrianjaka Rakotomanantsoa.

### Solutions aux délestages

Grâce à cette technologie, la Jirama disposera d'une vision globale et instantanée de la production, des flux d'énergie et des incidents éventuels. « Les décisions

de mise en marche ou d'arrêt des groupes de production, pourront être prises automatiquement, selon la demande et la capacité disponible, réduisant ainsi les temps de réaction et les risques de délestage », a souligné en outre le ministre Ny Ando Jurice Ralitera. En attendant, le ministère de l'Energie annonce vouloir



intensifier ses efforts pour améliorer la qualité du service et réduire la fréquence des coupures. Des mesures complémentaires devraient être présentées au public dans les prochains jours.

# Télécommunications – La Sénégalaise Aminata Ndiaye Niang nommée directrice générale de Orange Madagascar

07 NOVEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 7 Novembre, 7h15 – Une femme nommée a la tête de Orange Madagascar. L'opérateur télécom annonce la nomination de Aminata Ndiaye Niang au poste de directrice générale.



Celle-ci succède à Frédéric Debord. Cette Sénégalaise devient ainsi la première femme à diriger la filiale malgache du groupe Orange.

Sur son compte X, la nouvelle numéro Un de Orange Madagascar exprime sa joie de "rejoindre une équipe

dévouée au service de l'inclusion numérique et financière en terre malagasy", marquant sa volonté de renforcer la contribution d'Orange au développement du numérique à Madagascar.

Cette nomination marque une nouvelle étape dans son parcours au sein du groupe Orange, après trois années passées en tant que directrice générale adjointe du Groupe Sonatel et directrice de zone pour Orange Middle East & Africa.

Diplômée de l'École Polytechnique de Paris et de l'École nationale supérieure des télécommunications, elle débute sa carrière chez Accenture, où elle s'est spécialisée dans la conduite du changement. Elle a rejoint le Groupe Orange en 2004 dans le cadre d'un programme dédié aux jeunes talents africains. Au sein de Sonatel, elle gravit rapidement les échelons en occupant plusieurs postes stratégiques.

A titre bénévole, Aminata Ndiaye Niang est présidente de X-Afrique au féminin, une initiative pour soutenir les jeunes filles africaines dans leurs parcours Science & Tech.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 [www.ccifm.mg](http://www.ccifm.mg)

 [ccifm@ccifm.mg](mailto:ccifm@ccifm.mg)     [adhesion@ccifm.mg](mailto:adhesion@ccifm.mg)

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce  
et d'industrie France Madagascar

